

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REFRESCO FRANCE

2885 ROUTE DES PANGONS
26260 Margès

Références : -
Code AIOT : 0003800080

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement REFRESCO FRANCE implanté Chemin du Vivier à Prêtres 59530 Le Quesnoy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REFRESCO FRANCE
- Chemin du Vivier à Prêtres 59530 Le Quesnoy
- Code AIOT : 0003800080
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'embouteillage de la société REFRESCO France, dont l'exploitation a démarré en 2020, est situé sur la commune de Le Quesnoy dans le département du Nord (59). REFRESCO site de Le Quesnoy emploie environ 180 salariés sur 6 lignes de production. L'activité consiste en la formulation, la préparation, l'embouteillage et le conditionnement de jus de fruits, nectars et boissons au thé.

L'activité de ce site relève de la Directive IED pour l'activité agro-alimentaire (BREF FDM - Food, Drink & Milk).

L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 vient reprendre les MTD du secteur de l'industrie agroalimentaire et est applicable depuis le 4 décembre 2023 à tous les sites relevant du BREF FDM en BREF principal (rubriques 3642 - 3643 et/ou 3710).

Dans ce cadre, l'exploitant a remis un dossier dit de réexamen qui fait le point sur la conformité du site avec les meilleures techniques disponibles (MTD) de la filière, dont l'instruction a abouti à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2025.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 10
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Eau /Energie	Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 8.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tableau de classement	Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 1.2.1	Sans objet
4	Rejets Eau	Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 4.4.9	Sans objet
5	Rejets Eau	Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 9.2.3	Sans objet
7	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9	Sans objet
8	Secteur spécifique FDM	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-24.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	MTD Performances	Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 8.1.1Article 8.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 6 novembre 2025 visait à contrôler le respect des prescriptions de l'AM du 27/02/2020 relatif au BREF FDM, et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2025.

Lors de la visite, et malgré une usine construite récemment, il est apparu que certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 05/05/2025 ne sont pas respectées et que certaines pratiques viennent parfois en contradiction avec les éléments présentés dans le dossier de réexamen.

Ceci concerne principalement l'absence de politique environnementale sur le site, l'absence d'indicateurs, de sous-compteurs...

Au terme de la visite, il est proposé, à Monsieur le Préfet du Nord, de mettre en demeure l'exploitant :

- dans un délai de 6 mois, de compléter son système de management environnemental (SME) et de rédiger un plan d'efficacité énergétique spécifique au site de Le Quesnoy. Ces documents doivent conduire l'exploitant à définir des indicateurs pour suivre les performances énergétiques et les consommations d'eau spécifiques au site comme prescrit à l'arrêté préfectoral du 05/05/2025.

Au terme de ces 6 mois, l'exploitant remettra à l'inspection des ICPE, un chiffrage précis et un plan des dispositifs de comptage à installer pour respecter le nouveau SME et le plan d'efficacité énergétique.

- dans un délai de 9 mois, de respecter les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2025. L'exploitant disposera alors des compteurs nécessaires aux suivis des indicateurs définis au nouveau SME du site.

Enfin, et dans le but de vérifier, in fine, le respect des ratios et critères définis dans l'arrêté préfectoral du 05/05/2025, l'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement un bilan commenté des résultats de l'année 2026 (indicateurs locaux définis dans le SME et suivis par les compteurs ad hoc mis en place durant l'année).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau de classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : <i>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</i> Rubrique 2661-1 -Transformation de polymères - Fabrication bouteilles PET : 90 t/j - Régime Autorisation Rubrique 3642-2 - Traitement et transformation [...] uniquement de matières première végétales avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour [...] - Production de boissons : 3000 t/j - Régime Autorisation [...]
Constats :

L'exploitant a été interrogé sur le respect des capacités maximales autorisées au titre des rubriques 2661-1-a et 3642-2 mais n'a pas été en mesure de fournir les éléments justificatifs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande N°1 : L'exploitant fournira sous un mois les éléments justificatifs du respect des capacités maximales autorisées de 90 t/j de bouteilles PET fabriquées sur site au titre de la rubrique 2661-1-a, et de 3000 t/j de boissons au titre de la rubrique 3642-2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME)
Constats : <p>Dans son dossier de réexamen déposé en mai 2021 l'exploitant indique que le système de management environnemental est mis en place à travers la certification ISO 14001 réalisée à l'échelle nationale de REFRESCO. L'audit de certification du site de Le Quesnoy s'est déroulé en décembre 2020. Un audit de renouvellement de la certification est prévu tous les 3 ans. Dans le cadre d'une certification de groupe, chaque usine du groupe doit être auditée individuellement, sauf si le système de management est intégré et couvre plusieurs sites (dans ce cas, un échantillonnage peut être appliqué, mais toutes les usines doivent être couvertes sur le cycle de 3 ans).</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le document attestant d'une certification groupe valide jusqu'au 17 janvier 2026. Il a indiqué que l'audit de renouvellement se fait au niveau du groupe et qu'il ne se déroulait pas sur le site de Le Quesnoy en 2025 (il a indiqué que l'audit de surveillance ne s'est pas déroulé sur le site de Le Quesnoy en 2025, néanmoins, l'usine de Le Quesnoy aurait du être couverte par un audit de renouvellement à une fréquence de tous les 3 ans).</p> <p>Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'engage à une « <i>revue annuelle du système de management environnemental ISO 14001, à effectuer afin de s'assurer de son adaptation à l'entreprise, de l'équilibre entre les moyens et les résultats obtenus et de son efficacité par rapport à la réalisation des objectifs.</i> » Il a été interrogé sur cette revue de direction annuelle. Au moment de la visite, la dernière revue de direction s'était déroulée le 28 janvier 2025, l'exploitant en a présenté les grandes lignes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - revue des plans d'actions de l'année précédente ; - Objectifs environnementaux : suivi des ratios sur les paramètres suivants, définis par le groupe : consommation d'eau, rejets aqueux, DCO, déchets, gaz. - Aspects Environnementaux Significatifs (AES) : les consommations d'eau et d'énergie ressortent comme deux points majeurs, - suivi des fiches d'incidents environnementaux (via un logiciel spécifique), - suivi réglementaire avec un cabinet extérieur faisant le point sur les nouveautés concernant le site.

L'exploitant a également présenté la politique Sécurité - Qualité - Environnement 2025-2030 du groupe Refresco comportant des objectifs et des engagements. Cependant aucune déclinaison spécifique au site de Le Quesnoy n'a été faite.

Des ratios spécifiques par site sont définis annuellement avec le siège en fonction des volumes de production prévisionnels. Cette méthodologie de définition annuelle peut surprendre étant donné qu'un ratio est censé fixer un cap à atteindre pour améliorer les pratiques quel que soient les volumes produits, or ici les volumes prévisionnels permettant de définir le ratio, c'est plutôt le ratio qui s'adapte aux conditions de fonctionnement alors que ce devrait être l'inverse.

A noter que lors de la visite, l'exploitant a mentionné qu'il envisage une certification ISO 50 001 (système management énergie) pour 2027.

La certification ISO 14 001 ou système de management environnemental donne un cadre pour conduire et piloter les aspects environnementaux d'un site. Lors de l'inspection, il a été constaté que le site de Le Quesnoy ne s'est pas approprié le cadre national pour ce suivi environnemental (voir notamment les points de contrôles 2, 3, 6 et 9). Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant de revoir complètement son système de management environnemental quand bien même, il pourrait transmettre un certificat ISO 14001 en cours de validité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 1 : L'exploitant transmettra le nouveau certificat ISO 14 001 de Refresco - site de Le Quesnoy attestant d'un renouvellement de la certification au-delà du 17 janvier 2026.

Demande N°2 : Le site Refresco de Le Quesnoy établira son propre système de management environnemental. Il pourra être inspiré de la politique du groupe mais devra tenir compte des spécificités du site. Le(s) document(s) le formalisant sera transmis à l'inspection des installations classées sous 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6

Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants:

I. - Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris:

- a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité;

II. - Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9);

III. - Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment:

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents;

IV. - Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment:

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité;

V. - Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources;

VI. - La définition et mise en oeuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié. Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées daté du 19 mai 2020. Les diagrammes « fluides » et « préparation » présentés illustrent également le circuit de l'eau sur le site.

Concernant les prélèvements d'eau, ils ont deux origines : le réseau public géré par Noréade et un forage. Les compteurs sont relevés quotidiennement et renseignés dans un tableau de suivi. Des sous-compteurs existent pour la ressource en eau. Les relevés y sont automatiques mais ne sont associés à aucune alerte en cas de dérive. Les relevés sont analysés par un opérateur.

Le sujet de la variabilité de concentration et charge des polluants pertinents a été examiné dans le cadre du suivi de l'autosurveillance au point de contrôle n°4.

Comme précisé au point de contrôle précédent, l'exploitant ne dispose pas d'un SME spécifique au site. Il n'a pas présenté d'inventaire ni de suivi spécifique des matières premières et des résidus produits mais ces données sont disponibles via les suivis de production. L'exploitant a présenté les énergies gaz naturel et électricité, utilisées sur le site. A noter l'arrêt de l'utilisation du propane en novembre 2025. Les seuls compteurs installés et relevés actuellement mensuellement sont ceux nécessaires à la facturation en entrée du site (gaz, électricité). L'exploitant est en cours de déploiement de sous-compteurs qui seront relevés chaque mois manuellement ou automatiquement mais le positionnement et le type de compteur ne sont pas encore définis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 2 : L'exploitant veillera à bien mettre à jour son plan des réseaux d'eau après chaque phase de travaux sur le site. Il confirmera sous un mois que le plan présenté en séance était bien le dernier à jour. Dans le cas contraire il transmettra un plan à jour dans un délai de deux mois.

Demande N°3 :

Dans le cadre de la mise à niveau du SME du site, l'exploitant mettra en place, dans un délai de 6 mois, une stratégie de surveillance de ses « utilités » et de ses matières premières et résidus de production, en vue d'intégrer tous les éléments prévus au Titre II - 6 de l'annexe de l'AM du 27/02/2020. Cette demande est en lien avec les points de contrôle N°1, 2, 6 et 9.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Rejets Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 4.4.9

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°3 (Cf. repérage du rejet à l'article 4.2.12 du présent arrêté)

Débit de référence	Rejet n° 3
Maximal instantané en m3/h	100
Maximal journalier en m3/j	1704

Paramètre	Rejet n°3	
-----------	-----------	--

pH	compris entre 6,0 et 8,5	
Température	30°C	
	Concentration moyenne Prélèvement sur une période de 24 heures (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	35	59,64
DCO	125	213
DBO5	25	42,6
Azote total (NGI)	10	17,04
Ammonium (NH4)	7	11,93
Phosphore total (PT)	1	1,7

Constats :

Les résultats transmis dans GIDAF depuis janvier 2024 ont été analysés. Il en ressort les constats suivants :

- **Débit maximal journalier** : la VLE de 1704 m³/j n'a jamais été dépassée sur la période avec un maximum à 1220 m³ en septembre 2024,
- la valeur limite en **température** de 30 °C n'a jamais été dépassé , le maximum relevé a été de 28 °C le 3 juillet 2025,
- les valeurs de **pH** relevées oscillent bien entre 6 et 8,5 et n'ont jamais été en dehors de cette zone sur la période,
- concernant les **MES**, les valeurs sont assez fluctuantes mais seuls quelques dépassements de la valeur limite en concentration de 35 mg/l ont été constatés en février 2024,
- concernant la **DCO** seule une valeur à 143 mg/l le 23 août 2024 a dépassé la VLE de 125 mg/l,
- concernant la **DBO5** aucun dépassement des VLE n'est constaté,
- concernant l'**ammonium** deux dépassements de la VLE de 7 mg/l en concentration sont relevés sur la période : 8,28 mg/l le 21/08/24 et 9,1 mg/l le 04/02/25
- concernant le **Phosphore** total il est constaté 9 jours de dépassement de la VLE de 1 mg/l en juillet 2024 avec des valeurs allant jusqu'à 2,33 mg/l, 2 dépassements de la VLE de flux de 1,7 kg/j sont aussi constatés avec un maximum à 1,96 kg/j le 21/07/24. L'exploitant l'a justifié sous GIDAF par « *un dysfonctionnement d'injection de l'acide phosphorique et du chlorure ferrique* ». Depuis seul un dépassement à 1,11 mg/l est relevé le 11 février 2025.
- Concernant l'**azote** Global, trois dépassements de la valeur limite de 10 mg/l sont constatés sur la période : 12,9 mg/l le 13/03/24 ; 11,7 mg/l le 21/08/24 et 13,28 mg/l le 04/02/25 sans dépassement de la valeur limite de flux.

Les dépassements de plusieurs paramètres en août 2024 sont expliqués sous GIDAF par l'exploitant par un manque d'oxygénation. Ceux de février 2025 trouvent leur origine, selon l'exploitant, par le fait que la production de l'usine a été à l'arrêt du 25/01 au 02/02 et qu'il a été procédé à une injection d'urée non adaptée à la charge de DCO présente dans le bassin BT. Par ailleurs l'installation de méthanisation était également à l'arrêt, l'effluent a alors été by-passé vers le bassin BA qui n'a pas su correctement traiter la charge importante. Le système a été destabilisé. L'exploitant est parvenu à réguler en arrêtant la pompe d'acide phosphorique et augmentant l'injection de chlorure ferrique (pour réduire les teneurs en phosphore). Il a pris comme mesure pour l'avenir d'adapter l'injection des produits chimiques de traitement en fonction de l'activité de l'usine, de la charge de DCO dans le bassin BT et de la charge admise en méthanisation. Aucun dépassement n'a été constaté depuis au niveau de l'autosurveillance.

Un **contrôle inopiné** Eau a été réalisé le 27 mai 2025.

Un pH moyen élevé est indiqué sur la fiche de synthèse : 8,7 pour un maximum fixé à 8,5. Les VLE des autres paramètres sont toutes respectées. Cependant en analysant la courbe d'évolution du pH pendant les 24 h du prélèvement reportée en annexe du rapport du contrôle inopiné, on s'aperçoit que le pH n'a pas dépassé 8,15 et un pH moyen de 8,1 y figure, ce qui confirme qu'il n'y a pas eu de dépassement de la limite fixée en pH.

Par ailleurs lors de la visite des installations de rejet, la valeur de pH relevée sur le report de la mesure en continu de pH est de 8.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Eaux résiduaires après épuration : N°3 * (Cf repérage du rejet à l'article 4.4.5)

Débit	mesure	Continu	
pH	mesure	Continu	
Température	mesure	Continu	
MES	prélèvement et analyse	journalier	
DCO	prélèvement et analyse	journalier	

DBO5	prélèvement et analyse	Hebdomadaire La périodicité pourra être mensuelle si la représentativité est démontrée sur 6 mois. En cas de modification de production ou dérive, elle sera à n o u v e a u hebdomadaire	Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés. Les échantillons doivent être prélevés sur 24 heures proportionnellement au débit.
Azote total (NGI)	prélèvement et analyse	"	"
Ammonium (NH4)	prélèvement et analyse	"	"
Phosphore total (PT)	prélèvement et analyse	"	"
Couleur	prélèvement et analyse	une fois par an	

** a priori erreur dans l'AP où c'est le point N°1 qui est visé*

Constats :

L'analyse des résultats déclarés sous GIDAF sur la période Janvier 2024 - Juillet 2025 montre que les fréquences d'analyse réglementaires sont respectées.

Il est à noter que des différences apparaissent entre ces dispositions et celles de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 applicable à l'établissement (rubrique IED 3642) qui prévoit un suivi journalier des paramètres azote et phosphore en cas de rejet direct au milieu, ainsi que le suivi mensuel du paramètre chlorures. Le cadre de surveillance de l'établissement a été mis à jour sous GIDAF afin d'intégrer ces fréquences.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande N° 4 : L'exploitant met en œuvre sous un mois la surveillance journalière des paramètres azote global et phosphore total au niveau de son point de rejet des eaux résiduaires (point n°3) et la surveillance mensuelle du paramètre chlorures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8

Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »:

« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.

« b »- utilisation de techniques courantes

+ Article 8.1.3 AP 05/05/2025

« L'exploitant met en place une organisation en matière d'efficacité énergétique au sein de son entreprise. Ce système de management de l'efficacité énergétique intègre :

- la définition par la direction d'une politique d'efficacité énergétique ;
- la planification et l'établissement des objectifs et des cibles ;
- la rédaction et la mise en œuvre de procédures nécessaires ;
- l'évaluation des indicateurs d'efficacité énergétique au fil du temps et la réalisation de comparaisons systématiques et régulières par rapport à des référentiels sectoriels, nationaux ou régionaux en matière d'efficacité énergétique ;
- la vérification des performances et l'adoption des mesures correctives ;
- l'examen critique du système par la direction ».

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que le site ne dispose pas d'un plan d'efficacité énergétique . Le site utilise les ratios définis par le groupe (voir le point de contrôle N°9).

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant a mentionné respecter la MTD 33 « *niveau indicatif de performance environnementale pour la consommation d'énergie spécifique* » , qui vise une consommation d'énergie spécifique comprise entre 0,01 et 0,035 Mwh/hl de produit en moyenne annuelle. Le dossier de réexamen mentionne une moyenne de 0,033 MW/hl pour le site Refresco Le Quesnoy .

Lors de la visite, il a été constaté que les données utilisées pour le calcul de ce ratio ne sont pas spécifiques à la production (absence de sous-compteurs en production et utilisation du compteur électrique en entrée de site). Compte tenu des données utilisées pour le calcul de ce ratio, celui-ci n'est représentatif d'aucune spécificité du site.

Malgré l'engagement pris par l'industriel dans son dossier de ré-examen, il n'a pas mis en place les moyens de suivre l'indicateur de performance environnementale pour la consommation d'énergie spécifique tel que défini dans la MTD 33.

La prescription n'est pas respectée.

De plus, ainsi que constaté aux points de contrôle n°2 et 3 ci-dessus, l'exploitant n'a pas pu présenter un SME définissant des indicateurs ou objectifs d'amélioration spécifiques au site. Les instruments de mesure permettant de suivre de manière précise et exhaustive les performances

énergétiques des lignes de production ne sont pas tous en place.

Il est à noter que le dossier de réexamen évoque un groupe de travail destiné à mettre en place des indicateurs de performance et d'amélioration continue. Lors de la visite, l'exploitant a mentionné que ce groupe de travail ne s'est pas réuni à ce jour.

La prescription n'est pas respectée.

Il est donc proposé à Monsieur le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions dans un délai de 6 mois en complétant son SME et en rédigeant un plan d'efficacité énergétique adapté au site de Le Quesnoy.

Enfin, lors de la visite, l'exploitant a mis en avant la présence de systèmes de récupération de chaleur fatale sur divers équipements de production. Ces systèmes permettent indéniablement une meilleure performance énergétique mais l'absence de suivis (ratios, consommations spécifiques...) ne permet pas de statuer sur leur efficacité.

D'une manière générale, l'exploitant a reconnu que la problématique liée à la performance énergétique des installations de production n'est pas suivie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant complètera son SME et rédigera un plan d'efficacité énergétique adapté au site de Le Quesnoy (projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k

- « a » : Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau, précédé ou non d'un traitement de l'eau pour le nettoyage, le lavage, le refroidissement ou pour le procédé lui-même.

- b : Optimisation du débit d'eau

- c : Optimisation des buses et des conduites d'eau

- d : Séparation des flux d'eau

Techniques liées aux opérations de nettoyage

- e : nettoyage à sec

- f : système de curage des canalisations

- g : nettoyage à haute pression

- h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP)
- i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel
- j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés
- k : Nettoyage des équipements dès que possible

Constats :

Dans son dossier de réexamen l'exploitant précise avoir mis en place les techniques suivantes :

a) Récupération d'eau pour le NEP (eaux claires recyclées pour une partie des eaux de rinçage - recyclage d'eaux ne contenant pas des produits chimiques).

b) Vannes modulantes pour régler automatiquement le débit d'eau

c) Buses sur les rinçages des cuves. Optimisation du process

d) Séparation des eaux de pluies de voiries et toitures, des eaux résiduelles (STEP).

Les eaux de pluie passent par un débourbeur / déshuileur (au nombre de 4 sur le site) puis se dirigent vers bassin d'orage. Curage réglementaire des déshuileurs-débourbeurs 2 fois par an.

f) - Un prestataire effectue le curage des canalisations une fois par an en utilisant les méthodes indiquées.

- Inspection des canalisations par caméras pour vérifier si le tassement du site n'a pas affecté les canalisations enterrées en place (dans le contexte des travaux de construction du site sur d'anciennes terres agricoles).

g) Nettoyage à haute pression mis en place. Effectué par des sociétés extérieures pour ce qui concerne le curage du bassin d'orage et celui du bassin tampon (receveur) de la STEP.

h) L'ensemble des mesures d'optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le NEP sont déjà mises en oeuvre.

i) Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel utilisée pour les stations de nettoyage usine pour les sols.

L'exploitant a précisé que le NEP est constitué de 3 cuves : une cuve de récupération d'eau, une cuve de solution alcaline et une cuve de solution acide dont l'implantation a été constatée lors de la visite. Deux types de NEP sont mis en place sur le site : un pour le nettoyage des cuves, et un pour le nettoyage des machines. Les dernières eaux de rinçage sont récupérées pour être réutilisées en premières eaux de rinçage du cycle suivant. Le dosage des produits chimiques est piloté à l'aide d'une sonde de conductivité. L'exploitant a par ailleurs précisé qu'un travail d'optimisation du temps de rinçage était en cours pour optimiser ainsi les quantités d'eau utilisées pour les nettoyages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande N°5 : l'exploitant transmettra sous un mois le rapport d'intervention du dernier curage annuel des canalisations.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-24.1
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques spécifiées au point 8 et des techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pasteurisateur unique pour la production des nectars/jus - Transport hydraulique du sucre - Homogénéisateur à haute efficacité énergétique pour la production de nectar/jus
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle est lié au point de contrôle n°6 .</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu démontrer que les éléments décrits dans son dossier de réexamen sont en place.</p> <p>a. Pasteurisateur unique pour la production des nectars/jus : l'exploitant a indiqué disposer d'une pasteurisation par ligne de production mais la visite n'a pas permis de statuer si cette pasteurisation remplit les conditions fixées par la MTD. Il est nécessaire que l'exploitant transmette plus d'information sur l'organisation des lignes de production afin de prouver le respect de cette MTD.</p> <p>b. Transport hydraulique du sucre</p> <p>L'exploitant a mentionné que ses lignes de production disposent d'une pompe pour le transfert du sucre sec. Cet équipement n'est pas celui décrit dans le dossier de réexamen (transport du sucre fondu). Il est nécessaire que l'exploitant transmette plus d'information sur l'organisation des lignes de production afin de prouver le respect de cette MTD.</p> <p>c. Homogénéisateur à haute efficacité énergétique pour la production de nectar/jus: le dossier mentionne que ce type d'équipement n'est pas installé sur le site.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a mis en avant les installations de récupération de chaleur présentes sur les lignes de production et la procédure de mise en hibernation des lignes de production lors des grands arrêts. Ces mesures sont de nature à améliorer la performance énergétique mais en l'absence de ratios spécifiques et d'un historique de mesures, les gains liés à ces aménagements ne peuvent pas être évalués.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande N°6 :</p> <p>L'exploitant transmettra, à l'inspection de l'environnement, sous 3 mois, des justificatifs plus détaillés sur la mise en place des techniques a), b) et c) décrite dans le présent article (plans, schémas, références constructeurs....) afin de statuer sur sa conformité à cette disposition de l'arrêté ministériel de prescriptions générales et sur le respect des engagements pris dans le dossier de réexamen.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD Performances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 8.1.1Article 8.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Ratios associés aux meilleurs techniques disponibles

Prescription contrôlée :

[...] la consommation et le rejet des eaux ainsi que la consommation d'énergie, toutes énergies confondues, pour la fabrication des boissons rafraîchissantes sans alcool ne dépasseront pas les valeurs reprises dans le tableau ci-dessous :

Boissons rafraîchissantes sans alcool	Phase de démarrage (production 290 000 m³/an)	En production nominale (477 240 m³/an)
(1)(2) Consommations	2,3	2,3
(1) Rejet d'eaux usées	1,15	1,15
(3) Consommations d'énergie	La valeur sera définie dès que la technique retenue pour les installations sera fixée	La valeur sera définie dès que la technique retenue pour les installations sera fixée

(1) en litre d'eau par litre de boisson produite
(2) y compris l'eau ingrédient
(3) en kWh par litre de boisson produite

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats obtenus en ratio ces dernières années :

R a t i o (m 3 / t)	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (au 31/10)	VLE
Consom mation d'eau	/	2,02	1,8	1,52	1,83	2,08	2,3
Rejets d'eaux usées	1,71	1,39	1,27	1,27	1,12	/	1,15

Les ratios de consommations d'eau ont ainsi toujours été respectés. Concernant les ratios des rejets aqueux le respect de la limite fixée n'est constaté qu'en 2024. Il est à noter que le groupe fixe des ratios inférieurs à ceux de l'arrêté préfectoral que l'exploitant ne parvient pas à atteindre.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le suivi des ratios « énergie » imposés par le groupe :

Ratio	2020	2021	2022	2023	2024	C i b l e 2 0 2 4	C i b l e 2 0 2 5
Ratio gaz p a r facturati o n (kW/kL)	183,68	128,33	100,7	107,4	96,1	104	92
R a t i o élec par facturati o n (kW/kL)	164,96	87,89	69,2	74,3	70	68	65

Il apparaît que les valeurs évoluent favorablement (à la baisse) depuis 2020 mais l'exploitant n'a pas pu expliquer les actions mises en place qui justifieraient cette baisse. De plus, l'exploitant n'a pas pu expliquer l'origine des valeurs cibles à atteindre. Le site de Le Quesnoy semble ne pas s'être approprié les indicateurs proposés par le groupe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande N°7 : l'exploitant transmettra les ratios définitifs pour l'année complète 2025 en fournissant les éléments justificatifs des calculs de ces ratios.

En lien avec les demandes des PC 2, 3, 6 et 9, l'exploitant définira les ratios de consommation spécifique d'énergie pour la fabrication des boissons du site de Le Quesnoy et intégrera ces ratios au plan d'efficacité énergétique prévu au point de contrôle N° 3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Eau /Energie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2025, article Article 8.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Comptages eaux et énergies

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place des dispositifs de comptage ou des procédures permettant de déterminer et de calculer les consommations et les rejets d'eau ainsi que les consommations d'énergie de chaque secteur de fabrication (poches, briques/carton, PET/CSD-PET:polyéthylène, CSD Carbonated Soft Drinks (boissons gazeuses), PET aseptique, canettes).

<p>Constats :</p> <p>Tel que constaté dans les points de contrôle précédents, la visite n'a pas permis à l'exploitant d'exposer un système de management environnemental propre au site, de plus l'exploitant a mentionné ne pas avoir mis en place de plan d'efficacité énergétique.</p> <p>Dans ce contexte, il n'a pas instrumenté ses installations pour collecter de la donnée sur les consommations d'énergie ou les consommations d'eau.</p> <p>Il est à noter que l'usine a été construite très récemment (2018-2019) et que ce point a été négligé. Les compteurs à mettre en place nécessitent maintenant des modifications coûteuses. La prescription n'est pas respectée. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 8.1.4 de son arrêté préfectoral du 05/05/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour rappel, en conclusion du point de contrôle n° 6 il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sous 6 mois de compléter son système de management environnemental et de rédiger un plan d'efficacité énergétique spécifique au site de Le Quesnoy. Ces documents permettront à l'exploitant de définir des indicateurs pour suivre les performances énergétiques et les consommations d'eau spécifiques au site comme prescrits à l'arrêté préfectoral du 05/05/2025.</p> <p>Au terme de ces 6 mois, l'exploitant remettra à l'inspection des ICPE, un chiffrage précis et un plan des dispositifs de comptage à installer pour respecter le SME et le plan d'efficacité énergétique</p> <p>Il est ici proposé de mettre en demeure l'exploitant sous 9 mois, de respecter les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2025. L'exploitant disposera ainsi des compteurs nécessaires aux suivis des indicateurs définis au SME du site</p> <p>Au 31 décembre 2026, l'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement un bilan commenté des indicateurs suivis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>